Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 21 (1963)

Heft: 4

Artikel: Planification de la croisance économique

Autor: Tinbergen, J.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-135646

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Planification de la croissance économique[1]

J. Tinbergen

professeur à l'Ecole des hautes études commerciales de Rotterdam
et directeur au Nederlands Economisch Instituut, Rotterdam

La planification

Le terme général de « planification » semble nécessiter, en Suisse tout au moins, sinon des excuses, en tout cas quelques explications. Il n'en est pas de même en Hollande, mais je crois cependant comprendre l'attitude suisse.

Je ne pense pas ici à une planification gouvernementale autoritaire, qui s'étendrait à tous les détails de la vie économique, ni au fait qu'un gouvernement entend imposer une politique déterminée aux entreprises privées.

Planifier est une démarche somme toute naturelle quand on veut entreprendre une tâche compliquée. Il est nécessaire d'y apporter de la réflexion et d'établir un plan, et cela même dans la vie privée de chaque individu.

Lorsqu'un gouvernement se propose de suivre une certaine politique, celle-ci doit être réfléchie, de manière à éviter après coup des incompatibilités qui conduiraient à un échec. Plus ce que l'on désire entreprendre est compliqué, plus il est nécessaire de faire des prévisions, d'envisager l'interaction des différentes composantes, de façon qu'il n'y ait pas déséquilibre du mécanisme à quelque endroit que ce soit.

Vu l'augmentation de la complexité des tâches des autorités publiques, il est devenu indispensable de préparer méthodiquement la politique gouvernementale. C'est ce qu'on tente de faire par la planification.

Si l'on considère un plan économique comme la préparation d'une politique nationale, il convient de déterminer tout d'abord les instruments de politique que le gouvernement veut utiliser. C'est surtout pour le secteur public qu'il est important d'établir un plan, les décisions du gouvernement influençant, par ailleurs, le secteur privé. Les plans économiques pour le secteur public et pour le secteur privé pourront être différents, mais ceux du secteur public devront entrer dans un plus grand nombre de détails. A l'heure actuelle, vu l'importance des instruments de politique économique des gouvernements, on ne saurait, en tout état de cause, négliger l'influence des décisions du gouvernement sur la vie économique privée.

Aujourd'hui, l'expression de « politique de croissance » évoque en premier lieu les pays en voie de développement. Or, nous sommes en train de découvrir que notre monde, qui devient chaque jour plus petit, souffre d'une maladie pernicieuse: les pays les plus riches continuent à s'enrichir, alors que les pays pauvres demeurent stationnaires ou même rétrogradent. Il est très dangereux que cette évolution divergente entre la partie prospère et la partie pauvre du monde persiste ou s'aggrave. Notre tâche est de bâtir au contraire un monde plus équilibré. Il est en effet quasi impossible d'envisager une compréhension mutuelle entre peuples très riches et peuples très pauvres. Comment pourraient-ils coexister ? Si l'on veut construire une communauté vraiment stable et intégrée, cette différence excessive dans les

[1] Exposé présenté en 1962 devant le Cercle d'études économiques et sociales du Haut-Léman, Vevey.

revenus doit être atténuée et même éliminée à long terme. C'est une des raisons primordiales pour lesquelles, nous cherchons à instaurer des *politiques de développement.*

Dans la plupart des pays occidentaux, les gouvernements se rendent compte que le problème du sous-développement est le plus grave de notre temps, en tout cas dans le domaine économique. Un autre problème important est celui de la sécurité politique et militaire. Les deux questions sont d'ailleurs intimement liées.

Remarquons à ce propos que le plus grand danger, actuellement, est que les communistes sont persuadés que le monde occidental ne peut survivre. En effet, si l'Est croit que l'Occident doit disparaître, il n'a aucun intérêt à une coexistence ou à une entente. Il est alors essentiel, pour nous tous, que le monde occidental sache s'adapter aux problèmes d'aujourd'hui et leur trouver une solution. Il doit donc faire tout ce qui est en son pouvoir pour assurer aux pays en voie de développement une situation plus prospère.

La question est d'une telle importance qu'elle justifie le sacrifice de certains de nos moyens afin de la résoudre. Sur le plan humain, il est insupportable de savoir que la moitié sinon les deux tiers du monde vit, à l'heure actuelle, dans des conditions inacceptables. Le revenu moyen par habitant des pays en voie de développement ne s'élève qu'à 150 dollars par année! Même sans beaucoup d'imagination, on réalise que c'est là un niveau misérable et cela d'autant plus que ce revenu est réparti d'une manière très inégale dans la plupart de ces pays. Les chiffres sur la mortalité, la durée de vie et les maladies dues à la malnutrition confirment cette opinion et cela pour la plus grande partie du monde, c'est-à-dire en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Il est donc certain que ce problème capital du sous-développement doit être au premier plan de nos préoccupations.

Pour le moment, le monde communiste et le monde occidental sont semblables à deux médecins qui cherchent à remédier à cette pauvreté. L'Occident a démontré, dans sa propre histoire, comment s'est réalisée une forme de développement économique: par un processus lent mais continu, il est parvenu à hausser considérablement le revenu par tête de sa population. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, ce fut même la seule expérience de développement et il est certain que les pays en voie de développement peuvent en tirer profit. Mais, d'autre part, nous sommes en présence d'une autre expérience, celle des pays communistes, qui ont su se développer d'une façon beaucoup plus rapide que le monde occidental. Toutefois, il y a bien d'autres possibilités que ce type de développement rapide pour assurer le bonheur des hommes. Les facteurs qui comptent pour nous ne sont pas nécessairement valables pour les habitants des pays en voie de développement. Si, par exemple, la liberté du citoyen a une grande importance pour nous, elle ne peut avoir la même valeur pour ceux qui ne l'ont jamais connue et qui ont faim. C'est pour cette raison que le sens qu'a la liberté pour les occidentaux ne coïncide pas nécessairement avec celui qu'il a pour les pays en voie de développement. Il faut considérer que c'est avant tout le rythme très rapide de croissance des pays communistes qui a impressionné un grand nombre de pays en voie de développement; notre tâche est donc de leur prouver que nous sommes aussi capables de réaliser pour eux un mode de développement satisfaisant. Remarquons d'ailleurs que nous avons été capables d'accélérer notre propre expansion d'une manière tout à fait remarquable. Si pendant la plus grande partie du XIXe siècle, notre taux d'augmentation du revenu national n'a été que de quelque 3 %, ce rythme est maintenant de 5 % pour la plupart des pays du Marché commun. Le Japon, que je compte comme un pays de l'Occident, nous offre un exemple remarquable: durant ces dix dernières années, son taux a atteint 8 %, soit davantage que celui de la plupart des pays communistes. Il existe donc des forces vives en Occident qui montrent qu'il est possible de résoudre ce problème. Au demeurant, nous ne devons pas

considérer ce dernier comme une compétition entre les deux systèmes. Je crois qu'il est, bien au contraire, dans l'intérêt de l'Est comme aussi de l'Ouest de chercher à se mieux comprendre.

La conception du problème du développement

Ce n'est que depuis une dizaine d'années qu'une telle conception a pris forme dans nos pays de l'Ouest. Ce problème ne nous a, en effet, guère préoccupés dans l'entre-deux-guerres. Nous avions alors d'autres difficultés: ce fut la période durant laquelle la virulence des mouvements cycliques de la conjoncture accaparèrent toute notre attention. La question de la politique anticyclique fut alors le souci principal de nos économistes. Ce n'est que vers la fin de cette période assez malheureuse que nous avons quelque peu compris le cycle économique et appris à l'atténuer dans une large mesure. Nous sommes maintenant plus confiants: le monde occidental n'a plus guère de craintes à avoir; on connaît les moyens de lutte à utiliser. Des fluctuations de faible amplitude ne sont pas impossibles à l'avenir, mais la grande dépression appartient au passé. Dès lors, nous avons pu concentrer nos forces sur le problème fondamental du développement. Le résultat en est que le rythme de développement en Occident s'est fortement accéléré, ainsi qu'on a pu l'observer depuis la dernière guerre.

L'établissement d'un plan de développement

Il faut envisager tout d'abord la technique de préparation d'un plan dans le cadre d'une politique de croissance dans les pays en voie de développement.

Le point de départ d'une telle politique en est le désir. Comme on le sait, la plupart de ces pays se font conseiller à ce sujet. J'ai moi-même eu le plaisir et l'honneur d'être le conseiller de plusieurs de ces pays. Je prendrai ainsi comme exemple la Turquie, pays assez proche, afin d'illustrer les points de vue que j'aimerais présenter ici.

En général, l'établissement d'un plan est déjà un travail compliqué; l'exécution d'une politique de développement est encore plus difficile. La meilleure chose à faire, quand on s'attaque à un problème difficile, est de ne pas tout entreprendre en même temps, mais de concevoir des *étapes*. Nous avons coutume actuellement, mes amis et moi, de parler de trois ou quatre étapes par lesquelles peut se faire la planification du développement.

Les étapes de planification

Il s'agit tout d'abord d'acquérir une vue d'ensemble, c'est-à-dire d'établir les grandes lignes de développement. Je n'utiliserai que partiellement le jargon économique et me contenterai pour l'instant du terme qui s'applique ici, celui de « macro-économie ».

Première phase. Dans cette première phase, nous ne parlons que de macro-économie et nous essayons de résumer en quelques chiffres la situation économique d'un pays, prise globalement. La première notion sommaire est celle du *revenu national*, c'est-à-dire le revenu additionné de tous les citoyens et de toutes les entreprises d'un pays. Si nous voulons indiquer par une seule donnée le niveau économique d'un pays, c'est le montant du revenu national qu'il faut retenir. Et lorsqu'on parle de développement ou de croissance, c'est

l'augmentation annuelle du revenu national qui caractérise la situation. D'autres composantes de la vie économique servent aussi de guides à ce premier stade, à savoir: la consommation et l'investissement, les importations et les exportations, ainsi que les finances publiques. Du revenu national, il y a lieu de déduire la part qui en est détruite par la consommation et ce qui reste est l'investissement, c'est-à-dire la partie consacrée à l'augmentation de la capacité de production. Dans la plupart des pays de l'Occident, avant la Première Guerre mondiale, les nations ont consommé environ le 85 % de leur revenu, même le 89 % dans certains cas. A l'heure actuelle, en Hollande, on ne consomme que le 80 %, même un peu moins, de telle façon que l'on investit davantage, à savoir entre 20 et 24 % du revenu national.

Il s'agit donc essentiellement dans ce premier stade de choisir ou de fixer la part du revenu national consacré au renforcement de l'économie, donc à l'investissement, et la part que l'on peut consommer. Pour avoir une vue réaliste de ce problème dans les pays en voie de développement, il faut se rendre compte que la part de la consommation chez eux est de l'ordre de 90 % et que celle de l'investissement ne dépasse guère 10 %. Pour que le développement économique s'accélère, il importe d'augmenter la part de l'investissement. Le problème consiste à trouver le pourcentage d'investissement le plus approprié: faut-il investir 1 %, 2 % ou 3 % de plus que précédemment ?

Permettez-moi une remarque d'ordre scientifique en relation avec mes préoccupations actuelles et celles d'autres économistes: on a affaire ici à une question d'investissement « optimum ». A ce sujet, il existe de remarquables publications, dont celle toute récente d'un économiste américain, M. Phelps, de la Yale University, qui a formulé ce qu'il appelle « a golden rule of accumulation ». Il y est parvenu par un raisonnement que je ne puis exposer ici, parce que trop compliqué. Il estime que l'investissement optimum représente environ 25 % du revenu national. Chose curieuse, c'est ce taux que les pays communistes ont pratiqué. La plupart des pays d'Occident ont investi, en revanche, une moins grande part de leur revenu national. Je crains qu'il ne soit pas possible actuellement aux pays en voie de développement d'investir le 25 % de leur revenu national. Le problème est cependant posé et les gouvernements se demandent ce qu'ils peuvent exiger de leur population. Si cette dernière fait déjà une épargne de 10 % du revenu national, peut-on lui demander de porter ce rapport à 12 ou 14 % ?

Dans le cas de la Turquie, ce pays a investi, dans les derniers dix ans, le 11 % de son revenu national et a obtenu sous forme d'aide internationale, environ 3 à 4 % d'épargnes additionnelles, ce qui lui a assuré un investissement total de 15 %. Actuellement, il est proposé d'augmenter ce chiffre en demandant à la population d'investir 3 % de plus, soit au total 18 %. Mais investir davantage signifie réduire d'autant la consommation, ce qui n'est pas facile. La crise actuelle dans laquelle se débat la Turquie vient du fait que son gouvernement n'a pas encore pu trouver les moyens d'augmenter suffisamment les impôts pour atteindre le niveau d'épargne défini par le plan de développement.

Deuxième phase. Etant parvenu à une conclusion dans la première phase ci-dessus, d'autres problèmes vont se poser. Il s'agit d'avoir une image plus précise de ce que l'on veut obtenir et envisager le développement le plus souhaitable des divers secteurs et même des industries particulières. On est ici au niveau d'une approximation non plus de l'économie dans son ensemble, mais, par exemple, d'une vingtaine de *secteurs* de l'économie: le secteur agricole, une douzaine de secteurs industriels, les transports, le commerce interne, l'énergie, etc. Si on estime nécessaire que la production tout entière augmente de 7 %, il n'est pas dit que toutes les industries devront se développer à ce même rythme. Bien au contraire, il est

naturel que certaines industries doivent se développer plus rapidement que d'autres. Quand il s'agit de biens de première nécessité, pour autant que les différentes industries ne produisent que pour le marché intérieur, le rythme de développement sera moins fort que dans les cas de production de biens à caractère de luxe. En effet, quand la prospérité augmente, une partie moins grande du revenu est consacrée aux produits de première nécessité et une plus grande partie aux produits d'un certain luxe. Tout dépend là de l'*élasticité de la demande par rapport au revenu.* La tâche de l'économiste n'est pas trop difficile si l'industrie n'alimente que le marché intérieur, car on connaît de manière assez précise la façon dont s'accroît la demande, lorsque le revenu de la population augmente. Mais, comme le pays considéré exporte souvent une partie de sa production — ce qui est la base même de la prospérité de presque tous les pays, par l'échange des produits sur le marché international — on s'achoppe ainsi à de grosses difficultés, alors même que le principe est assez simple en lui-même: pour pouvoir soutenir la concurrence internationale, le pays devrait produire les articles qu'il peut fabriquer au coût le plus bas et c'est vers cette spécialisation qu'il devrait s'orienter. C'est ce que l'on appelle « les avantages comparatifs » de certains pays dans la production de certains biens.

Pour savoir quelles sont les industries qui doivent se développer le plus, il serait nécessaire de connaître les prix de revient des différents secteurs. C'est là une difficulté énorme. Comment est-on parvenu à cet ajustement dans les pays occidentaux? En premier lieu, les entrepreneurs connaissent assez bien leurs prix de revient, mais c'est avant tout par tâtonnement et par le jeu de la concurrence que cette division internationale du travail s'est établie. Or, nous n'ignorons pas que, durant ce processus, certaines erreurs ont été commises, qui ne furent corrigées, bon gré, mal gré, que par la concurrence et le jeu des prix! Le développement des Etats-Unis, par exemple, n'a pas été sans heurts. Bien au contraire, nous avons connu des cycles économiques qui représentent des ajustements d'investissements mal conçus. Le problème qui se pose actuellement est d'éviter, dans la mesure du possible, que se produisent des erreurs de ce type. Elles reposent d'ailleurs, la plupart du temps, sur des incertitudes inhérentes à toute production et à toute décision qui concerne l'avenir. Parvenir à les éliminer dans la mesure du possible est précisément l'objectif de la planification. Mais cela exige que nous connaissions mieux la structure des coûts et des prix de revient d'un assez grand nombre d'industries.

A cet égard, comment peut-on s'orienter dans un pays en voie de développement? La façon la plus fréquemment utilisée consiste à former par secteurs des comités d'experts, de techniciens et d'hommes d'affaires, avec qui on puisse travailler en connaissance de cause. Ce système a été préconisé et développé en France, sous la forme des « commissions de modernisation », et il est peut-être le meilleur à l'heure actuelle. Ainsi, il faut créer un système de comités, de composition mixte, dans lesquels *les techniciens, les planificateurs et les hommes d'affaires se rencontrent* et cherchent à établir par des chiffres quelles sont les industries les plus appropriées à certains pays.

Il y a, à cet égard, un malentendu qui a duré fort longtemps, à savoir que les pays en voie de développement devraient se concentrer sur la production primaire, soit la production agricole ou minière. Il y a toute une orientation de productions primaires pour lesquelles les pays sous-développés sont spécialement désignés. Mais, si leur revenu national augmente, la demande de produits primaires ne suit pas assez rapidement pour garantir à ces pays une production rémunératrice. C'est pour cela que s'impose une diversification de la production dans presque tous les pays. Certains ont pu, exceptionnellement, continuer à se consacrer à l'agriculture (Danemark et Nouvelle-Zélande), mais, pour la plupart des autres

pays, la demande de leurs produits n'est pas suffisamment forte pour qu'ils puissent continuer à se spécialiser exclusivement dans les produits agricoles.

En ce qui concerne la production industrielle à introduire dans les pays en voie de développement, une grande difficulté doit être surmontée: au début d'une production industrielle, la productivité n'est pas suffisante pour soutenir la concurrence internationale. Il faut donc tenir compte de la période qui est nécessaire pour atteindre un niveau compétitif et établir les calculs en conséquence. Une autre complication apparaît dans l'industrie, plus que dans l'agriculture: il existe une dimension optimum à atteindre pour réaliser l'efficacité d'une entreprise, et cette dimension est parfois fort grande. On constate, à cet égard, des différences notables entre branches industrielles. Ainsi, la boulangerie peut se contenter de très petites entreprises (aux Pays-Bas les enquêtes faites au sujet de la productivité de boulangeries de différentes tailles ont prouvé que les petites boulangeries peuvent parfaitement soutenir la concurrence des grandes, simplement par le fait que les coûts de distribution sont beaucoup plus faibles pour les petites entreprises que pour les grandes, la livraison du pain aux consommateurs représentant un coût assez important pour les « usines à pain »). C'est le cas inverse dans les aciéries: de très grandes entreprises sont indispensables, car il faut des milliers d'ouvriers et d'importants investissements pour pouvoir être compétitif. Dans les pays sous-développés, le choix d'industries prioritaires dépendra donc de la taille optimum des entreprises. Il faut choisir des entreprises dont la taille ne sera pas trop grande, car il faut maintenir un rapport adéquat entre leur dimension et le marché pour lequel elles produisent. De la demande intérieure virtuelle dépendra donc la sélection de telle ou telle industrie selon les avantages et profits qu'on peut raisonnablement en attendre.

En Turquie, nous avons eu l'avantage de pouvoir compter sur une quarantaine de comités qui se sont occupés de quelques industries, en étudiant systématiquement ce qu'on appelle « l'expansion des exportations et les substitutions d'importations ». Les comités ont recherché les produits qui pourraient s'ajouter aux exportations et ceux qui pourraient être produits dans le pays au lieu de les importer. Tels sont les deux pôles sur lesquels il faut se concentrer, en recueillant des chiffres précis. Cela a été réalisé en Turquie et nous sommes arrivés à la conclusion que, dans ce pays, il est possible de pousser certaines formes de production en vue de l'exportation, notamment en rationalisant l'agriculture. Des possibilités d'expansion existent pour la production laitière et celle de la viande, c'est-à-dire pour l'élevage qui est encore trop primitif et qui pourrait être modernisé de manière intensive en réduisant le nombre de bêtes, à condition qu'on augmente la productivité en utilisant une nourriture artificielle à la place de la nourriture naturelle, etc. Un autre exemple important pour la Turquie est la possibilité d'une production indigène de thé. La consommation intérieure est grande et certaines régions de ce pays se prêtent à cette culture. Il en est de même d'autres industries, telles que celles du papier, des industries chimiques et des constructions mécaniques. Une intéressante constatation a été faite en Turquie: du fait d'une certaine tradition militaire — ce pays a pendant longtemps administré d'autres pays — il existe des chantiers de construction navale, des usines d'armements et des ateliers de réparations de chemins de fer. La capacité du pays en industries métallurgiques est importante, mais il lui manque l'élément organisateur, ces entreprises étant dirigées par des départements différents; des équipes d'ouvriers qualifiés existent, mais il y a sous-utilisation de la capacité et des compétences. Il doit donc être possible de mieux organiser ces industries.

Troisième phase. Cette troisième phase est celle des *projets individuels.* Il s'agit ici d'un thème bien connu des économistes, à savoir l'établissement de critères afin de fixer des priorités dans le choix des projets d'investissement. Deux méthodes sont à distinguer pour

juger du choix le meilleur, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Ces méthodes reposent sur le principe de la « complémentarité » et sur celui de l'« évaluation individuelle du projet ». C'est aux projets relatifs à l'industrie nationale que s'appliquera ce critère de complémentarité. Par industrie nationale, on entend celle dont les produits ne peuvent pas être importés. Il y a, en effet, un certain nombre de biens et de services qui doivent être produits dans le pays même, parce qu'ils ne peuvent être transportés: par exemple, le bâtiment, certains services tels que ceux du coiffeur (les Anglais le disent: le « haircut » n'est pas un article d'importation), les transports par chemins de fer ou par route, ainsi que l'énergie qui doit être produite, à peu d'exceptions près, à l'intérieur du pays. L'expérience permet d'établir que la capacité de ces industries ou services doit toujours se développer parallèlement au développement du pays. Car si l'on veut accroître la production de 7 % par année, on constatera qu'il est nécessaire d'augmenter plus encore les sources d'énergie, du fait que le développement de la production s'accompagne d'un fort accroissement de la mécanisation, Il en va de même en ce qui concerne l'enseignement. Tout récemment, l'intérêt pour la planification de l'enseignement s'est accru dans tous les pays: les Universités, un grand nombre d'écoles se sont rendu compte de la nécessité d'établir une telle planification [1]. En Hollande, on a publié un plan de développement des universités qui s'étend jusqu'en 1980. Le processus de l'instruction est de longue durée; une planification y est nécessaire et profitable, et les conséquences d'une erreur peuvent être formidables. Aux Etats-Unis, le nombre d'étudiants de physique et de sciences naturelles est trop faible. Ce n'est qu'après coup que l'on s'est aperçu d'un tel état de choses, et il s'avère difficile d'y remédier. Partout on devient conscient de la nécessité impérieuse de planifier l'enseignement. Une grande diversité de fonctions doit être créée parallèlement au développement de l'industrie, et le principe de complémentarité doit dès lors être appliqué. En Hollande, depuis la guerre, la nécessité d'augmenter le nombre des ingénieurs a suscité la création de deux nouvelles universités techniques et deux autres sont envisagées.

Le principe de l'évaluation individuelle du projet cherche à estimer quels sont les avantages qu'un projet déterminé peut apporter à l'économie du pays par son exécution et quel en sera le coût. Ces deux facteurs doivent, dans ce cas, être pris dans un sens beaucoup plus large que celui qu'envisage l'entrepreneur privé. Il ne s'agit pas là de rechercher des avantages dans le sens du seul profit, mais de considérer les avantages sous toutes leurs formes, dans l'optique du développement du pays et de la croissance de son revenu national.

Un autre facteur, auquel il convient de vouer une grande attention est la *création d'emplois,* combinée avec la répartition industrielle sur les diverses régions d'un pays. Pour évaluer un projet d'investissement, il faut tenir compte à la fois du but assigné à la politique de développement et de la manière dont ce projet y concourt, c'est-à-dire d'envisager aussi bien la contribution au plein emploi qu'apportera la réalisation de ce projet que sa valeur monétaire.

C'est là un des problèmes parmi les plus débattus entre économistes au cours de ces dernières années: est-il possible d'estimer objectivement, pour un pays donné, la valeur intrinsèque de la création d'un certain emploi ? Si vous avez le choix entre deux projets et que le second crée 1 % de plus d'emploi, mais 1 % de moins de revenu national, convient-il de donner la préférence au deuxième ? Cela signifie qu'il faut être à même d'attribuer une valeur au 1 % d'emploi et au 1 % de revenu national. Cette valeur ne peut être définie que

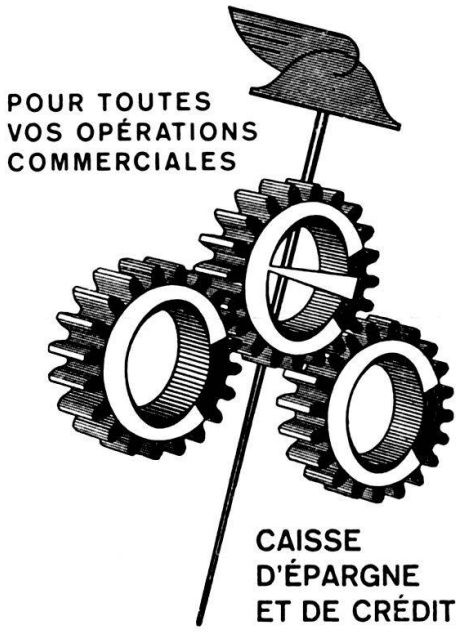
---

[1] *cf.* W. HUTMACHER et F. TOFIGH: « Quelques aspects de la planification de l'enseignement », *Revue économique et sociale*, avril 1963.

par l'opinion publique; il faut donc consulter l'ensemble de la population (mais on peut commencer par le gouvernement ou les milieux du Parlement). On peut aussi procéder à un échantillonnage de la population tout entière. On a, en effet, vu procéder, ces dernières années, à de tels essais de jugement sur la valeur des différentes composantes de la prospérité. Un cas caractéristique est celui qui consiste à estimer les projets relatifs à la santé publique. Quelle valeur attribuer à l'amélioration d'un certain pourcentage de la santé publique ?

Parmi les autres points qu'il faut envisager, il y a non seulement le coût en capital, mais aussi le coût exprimé en termes de facteurs rares de l'économie. Par exemple, si à côté du capital on a besoin d'un type d'hommes qualifiés pour certaines tâches, mais dont le nombre est restreint, il faut établir quel est le coût, soit quels sacrifices la nation devra consentir, pour former ces hommes.

Tels sont les éléments d'appréciation des projets d'investissement. Comme on peut s'en rendre compte, la planification du développement économique est œuvre complexe, délicate et de longue haleine. Œuvre humaine, donc non exempte d'erreurs, mais qui cherche à résoudre un problème capital pour l'avenir de notre civilisation.



LAUSANNE
Vevey - Lucens - Renens - Morges - St-Prex
14 agents régionaux dans le canton